

PREPARATORY COMMISSION OF THE UNITED NATIONS

COMITE 5

PRIVILEGES ET IMMUNITES

Le Secrétariat communique, pour l'information des délégués, le texte du rapport du Rapporteur du Comité IV/2 de la Conférence des Nations Unies de San Francisco tel qu'il a été approuvé par le Comité et soumis à la Commission pour l'Organisation judiciaire.

- - -

Privilèges et immunités

Le Comité recommande l'inclusion dans la Charte du texte suivant:

I. (1) L'Organisation jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour atteindre ses buts.

(2) Les représentants des Membres de l'Organisation et les fonctionnaires de l'Organisation jouissent également des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Organisation.

II. L'Assemblée générale peut faire des recommandations en vue de fixer les détails d'application des dispositions sus-indiquées ou proposer aux Membres de l'Organisation des conventions à cet effet.

Le paragraphe I (1) de l'article proposé vise l'Organisation en tant qu'entité distincte. Il couvre ainsi tous les organismes qui émanent de l'Organisation, c'est à dire les organismes ou autorités créés par la Charte ainsi que les organismes qui pourraient être créés par la suite en vertu de pouvoirs conférés par la Charte. On peut citer comme exemples ceux qui seront créés par l'Assemblée générale, le Conseil de Sécurité et le Conseil Economique et Social conformément aux Chapitres V, VI et IX des Propositions de Dumbarton Oaks. La proposition du Comité ne s'applique donc pas aux institutions n'appartenant pas à l'Organisation, même si elles lui ont été rattachées par application de la Charte. Le paragraphe I (2) vise : (A) les représentants des Etats Membres de l'Organisation; (B) les fonctionnaires de l'Organisation et de ses organes, autorités, ou organismes visés au paragraphe I (1).

Aux fins de la détermination de la nature des privilèges et immunités, le Comité a fait en sorte d'éviter le terme "diplomatiques". Il a préféré le remplacer par une norme plus appropriée reposant sur la réalisation des fins de l'Organisation et, dans le cas des représentants des Membres et des fonctionnaires de l'Organisation, sur l'exercice indépendant de leurs fonctions.

Le paragraphe II du projet d'article confère à l'Assemblée générale le pouvoir de formuler, si elle le juge utile, des recommandations en vue de fixer les détails d'application du paragraphe I. Le cas échéant, ces recommandations pourront s'appliquer uniquement aux Membres qui, par exemple, auront des obligations plus lourdes du fait de la présence sur leur territoire d'établissements de l'Organisation ou de ses organes. Si l'on estime qu'une pareille méthode serait opportune, les recommandations pourraient se présenter sous forme d'une convention (accord, modus vivendi, etc.) proposée par l'Assemblée générale à un Membre, pour être conclue entre elle et lui. Naturellement, les recommandations de l'Assemblée pourront varier suivant les circonstances dans lesquelles se trouveront les Etats à qui elles seraient adressées. D'autre part, on peut concevoir la possibilité d'une convention générale qui serait soumise à tous les Membres. Le paragraphe II confère seulement à l'Assemblée générale un pouvoir que celle-ci est libre d'exercer ou non. Il ne porte aucune atteinte aux dispositions du paragraphe I. Ce dernier énonce une règle qui deviendra obligatoire pour tous les Membres dès que la Charte entrera en vigueur. Le Comité considère que cette règle devrait s'appliquer dans toutes les circonstances, son autorité n'étant nullement subordonnée à l'exercice par l'Assemblée du pouvoir spécifié au paragraphe II.

Le projet d'article proposé par le Comité ne spécifie pas quels sont les privilèges et immunités dont il impose le respect aux Etats Membres. Ceci est apparu superflu. Les termes privilèges et immunités indiquent d'une manière générale tout ce qui peut être considéré comme nécessaire pour atteindre les buts de l'Organisation, pour le libre fonctionnement

de ses organes et pour l'exercice indépendant des fonctions et devoirs de ses fonctionnaires; exemption d'impôts, immunité vis-à-vis de la juridiction, facilité de communication, inviolabilité des bâtiments, biens, archives etc. D'ailleurs, il eût été impossible de dresser une liste valable pour tous les Etats Membres et tenant compte de la situation particulière dans laquelle certains d'entre eux pourraient se trouver en raison des activités de l'Organisation ou de ses organes sur leur territoire. Toutefois, il est un principe certain : aucun Etat Membre ne peut apporter une entrave quelconque au fonctionnement de l'Organisation, ou prendre des mesures qui pourraient avoir pour effet d'augmenter ses charges, financières ou autres.